



Chapitre A-8

LOI SUR LES AGENCES D'INVESTIGATION OU DE SÉCURITÉ

Définitions. **1.** Dans la présente loi, l'expression «agence d'investigation ou de sécurité» ou «agence» désigne toute personne qui moyennant rémunération agit comme détective, fait la recherche d'infractions, recueille ou fournit des renseignements sur le caractère ou la conduite d'autrui ou fournit des services de gardiens ou surveillants.

Exceptions. Cette expression ne vise pas:

a) les agences de renseignements qui fournissent à leurs seuls membres ou abonnés des informations sur la solvabilité des personnes;

b) les avocats en exercice et les experts en sinistres;

c) celui qui fournit directement et sans intermédiaire ses services personnels comme investigateur, gardien ou surveillant à titre d'employé salarié.

S. R. 1964, c. 42, a. 1; 1974, c. 70, a. 474.

Permis. **2.** Nul ne peut tenir une agence sans un permis délivré par le procureur général.

S. R. 1964, c. 42, a. 2.

Actes interdits sans permis. **3.** Nul ne peut faire, pour le compte ou par l'entremise d'une agence, un acte compris dans la définition de cette expression sans être muni d'un permis d'agent délivré par le procureur général.

Emploi interdit. Il est de même interdit à une agence d'employer à ces fins une personne qui n'est pas munie de ce permis ou d'en fournir les services à un tiers.

S. R. 1964, c. 42, a. 3.

Demande de permis. **4.** 1. Toute personne qui sollicite un permis doit transmettre au procureur général sa demande dans la forme prescrite accompagnée des documents et du cautionnement prévus par les règlements.

Délivrance. 2. Le procureur général délivre le permis si, après enquête, il juge que le requérant possède les qualités requises et remplit les conditions prescrites par les règlements.

- Recours refusé. 3. Nul ne peut intenter une action fondée sur des renseignements relatifs à la délivrance ou au renouvellement d'un permis transmis de bonne foi au procureur général.
- Dispositions applicables. 4. Les articles 12 à 36 de la Loi sur les employés publics (chapitre E-6) s'appliquent aux cautionnements exigés par les règlements faits en vertu de la présente loi.
- S. R. 1964, c. 42, a. 4.
- Demande par société ou corporation. 5. Une société ou corporation sollicitant un permis d'agence doit
- a) fournir au procureur général la preuve de son enregistrement ou de sa constitution en corporation, suivant le cas, et
- b) désigner, pour les fins de la présente loi, un représentant qui doit posséder toutes les qualités requises pour l'obtention d'un permis d'agence et s'occuper activement des opérations de la société ou corporation.
- S. R. 1964, c. 42, a. 5.
- Permis d'agent. 6. 1. Nul ne peut obtenir un permis d'agent s'il n'est à l'emploi d'une agence détentrice de permis.
- Cessation d'emploi. 2. La cessation de cet emploi suspend de plein droit le permis d'agent. Le procureur général peut, sur demande, remettre en vigueur le permis quand l'agent est de nouveau à l'emploi d'une agence.
- S. R. 1964, c. 42, a. 6.
- Registre des employés. 7. Toute agence doit tenir un registre où elle inscrit le nom et l'adresse de chaque personne à son emploi et qu'elle tient ouvert à l'inspection de tout représentant autorisé du procureur général.
- Cessation d'emploi. Elle doit communiquer sans délai au procureur général le nom et l'adresse de tout agent qui cesse d'être à son emploi ainsi que la cause de la cessation de l'emploi.
- S. R. 1964, c. 42, a. 7.
- Durée du permis. 8. Tout permis expire le 31 mars de chaque année. Il peut être renouvelé aux conditions prescrites par les règlements.
- S. R. 1964, c. 42, a. 8.
- Secret. 9. À moins qu'une loi ne les y oblige, le détenteur d'un permis d'agence et ses employés ne doivent pas divulguer à des personnes autres que leur employeur ou commettant ou à leurs représentants autorisés une information recueillie à l'occasion de leurs fonctions.
- S. R. 1964, c. 42, a. 9.

- Actes prohibés. **10.** Un détenteur de permis ne peut:
- a) utiliser un uniforme ou insigne sans que le procureur général l'ait approuvé par écrit;
 - b) percevoir une créance pour autrui, agir comme agent de recouvrement de créances ou s'annoncer comme tel.
- S. R. 1964, c. 42, a. 10.
- Rèlements. **11.** Le gouvernement peut faire des règlements pour déterminer
- a) les qualités requises de toute personne qui sollicite un permis ou son renouvellement et les conditions qu'elle doit remplir, notamment les documents et cautionnement qu'elle doit fournir, les examens qu'elle doit subir et les honoraires qu'elle doit verser;
 - b) la forme des demandes de permis et des permis;
 - c) la délivrance du permis d'agence à un syndic ou liquidateur ou à l'exécuteur testamentaire ou aux héritiers d'un détenteur décédé mais seulement pour le temps requis pour permettre la vente ou liquidation de l'agence;
 - d) la tenue du registre d'employés et son inspection;
 - e) les occupations ou professions que peut exercer un agent;
 - f) la publicité des agences.
- Entrée en vigueur des règlements. Les règlements entrent en vigueur à compter de leur publication dans la *Gazette officielle du Québec* ou de la date ultérieure qui y est fixée.
- S. R. 1964, c. 42, a. 11; 1968, c. 23, a. 8.
- Offenses. **12.** Est coupable d'une infraction quiconque:
- a) agit contrairement à la présente loi ou à un règlement fait en vertu de l'article 11;
 - b) fait une fausse déclaration dans une demande de permis ou de renouvellement;
 - c) sans être muni du permis requis, offre d'agir en qualité d'agence ou d'agent, s'annonce comme tel ou en prend le titre ou un titre équivalent;
 - d) prête, loue ou cède un permis à un tiers;
 - e) étant muni d'un permis d'agence, ne le tient pas constamment affiché à la vue dans sa principale place d'affaires.
- S. R. 1964, c. 42, a. 12.
- Culpabilité conjointe. **13.** 1. Quand une infraction est commise, l'agence et l'agent, directeur, associé, officier, employé ou représentant qui y ont participé, sont coupables de l'infraction au même titre que la personne qui l'a commise.
- Présomption. 2. Quand un administrateur, un directeur, officier, associé,

employé ou agent d'une agence a été trouvé coupable d'une infraction, l'agence et son représentant en sont présumés coupables.

S. R. 1964, c. 42, a. 13.

Suspension ou révocation
de permis.

14. Le procureur général a le pouvoir de suspendre ou de révoquer le permis d'une agence ou d'un agent qui

- a) a commis une infraction à la présente loi ou aux règlements;
- b) a cessé d'avoir les qualités requises pour retenir son permis;
- c) a été déclaré coupable d'un acte criminel, ou
- d) s'adonne à des occupations ou professions autres que celles qui

sont permises par les règlements.

S. R. 1964, c. 42, a. 14.

Peines.

15. Toute société, corporation ou association trouvée coupable d'une infraction à la présente loi ou aux règlements, est passible d'une amende de cent à cinq cents dollars pour la première infraction, de deux cents à cinq cents dollars pour chaque récidive dans les deux ans; toute autre personne trouvée coupable d'une telle infraction est passible d'une amende de cinquante dollars à cent dollars pour la première infraction et de cent à deux cents dollars pour chaque récidive dans les deux ans.

S. R. 1964, c. 42, a. 15.

Procédure.

16. Les poursuites en vertu de la présente loi sont intentées par toute personne autorisée par le procureur général, suivant la Loi sur les poursuites sommaires (chapitre P-15) et la partie II de cette loi s'y applique.

S. R. 1964, c. 42, a. 16.

ANNEXE ABROGATIVE

Conformément à l'article 17 de la Loi sur la refonte des lois (chapitre R-3), le chapitre 42 des Statuts refondus, 1964, tel qu'en vigueur au 31 décembre 1977, est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du chapitre A-8 des Lois refondues.

© Éditeur officiel du Québec, 1978

TABLE DE CONCORDANCE

**STATUTS
REFONDUS, 1964**

**LOIS REFONDUES,
1977**

Chapitre 42

Chapitre A-8

**LOI DES AGENCES
D'INVESTIGATION OU
DE SÉCURITÉ**

**LOI SUR LES AGEN-
CES D'INVESTIGATION
OU DE SÉCURITÉ**

ARTICLES

ARTICLES

REMARQUES

1 - 16

1 - 16

La table de concordance fait état de tous les numéros d'articles, qu'ils aient changé de numérotation ou non. Quant aux autres divisions (i.e. partie, chapitre, section, sous-section, paragraphe, etc. . .), s'il en est, il en est fait état que si elles ont changé de numérotation.

Le terme « omis » dans la colonne « Remarques » vise l'article qui n'apparaît pas dans le refonte parce qu'il est sans effet, local, privé, d'objet accompli, temporaire, transitoire, non en vigueur, ou encore, parce qu'il est un article d'abrogation ou de remplacement.

